1. Observatoire de Lutte contre la Corruption et les
Malversations Economiques (OLUCOME)

Bujumbura, le 26/06/2017

2. Campagne Contre la Vie chère au Burundi (CCVB)

3. Organisation pour la Transparence et la Gouvernance (OTRAG)

4. Mouvement Citoyen pour l'Avenir du Burundi (MCA Burundi)

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République Ougandaise et
Facilitateur dans le dialogue inter burundais avec
les assurances de notre plus haute considération.

à Kampala

A Son Excellence Monsieur William Benjamin Mkapa,
Ancien Président de la République Unie de Tanzanie

et Co-facilitateur dans le dialogue inter burundais

à Dar-es-salaam

Objet : Nos inquiétudes relatives à la période

projetée des pourparlers inter burundais

externes qui pourrait ne pas être respectée

2. En effet, Excellence Monsieur le Co-facilitateur, vous avez annoncé en 2016 que les pourparlers inter burundais externes devraient se terminer à la fin du mois de juin 2017. Or, en tenant compte du temps restant, il est fort probable que cette date projetée va arriver sans que les accords issus de ces pourparlers ne soient conclus alors que les citoyens burundais continuent à survivre dans la misère sans précédent avec un sentiment de peur.
3. Excellence Monsieur le Co-facilitateur, la coopération entre le Burundi et les autres pays a existé et existe entre autre à travers les blocs régionaux, continentaux et internationaux notamment l'East African Community, l'Union Africaine, l'Organisation des Nations Unies,... Par le biais de ces blocs, les Etats ratifient des textes les régissant que chaque Etat est appelé à respecter. A ce titre, le Burundi a ratifié la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, la Déclaration Universelle des droits de l'homme, le Pacte relatif aux droits civils et politiques, le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,... Les accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et la Constitution burundaise sont revenus dans leur contenu sur ces textes internationaux.
4. Sans comptabiliser la somme colossale que les partenaires du Burundi ont déboursé pour que les accords d'Arusha soient signés mais aussi le temps et les efforts que la région et la communauté internationale ont déployé dans le but d'avoir ces dits accords, la Communauté internationale, depuis l'année 2005, a donné au Burundi une aide financière de plus de 10 milliards de dollars américains (10.000.000.000 USD) dans le but de mettre en application les accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les partenaires du Burundi ont aussi contribué pour que le Burundi bénéficie le privilège de l'allégement de sa dette de mille quatre cent quatre vingt millions de dollars américains (1.480.000.000 USD) afin d'atteindre un taux de croissance de 8% à la fin de l'année de 2015. Les efforts fournis par le Burundi d'atteindre difficilement le taux de croissance économique de 4.7% en 2014 sont tombés à l'eau suite à certains politiciens qui ne veulent pas respecter les accords d'Arusha et la Constitution burundaise de telle manière que le Burundi a enregistré un taux de croissance négatif de -4.1% à la fin de cette année de 2015 contre -0.5% en 2016. De ce taux de croissance négatif, s'ajoute l'accroissement de la dette intérieure de 700 millions de dollars américains (700.000.000 USD). Le bien-être de la population burundaise visé dans ces pactes internationaux et dans les accords d'Arusha et la Constitution du Burundi n'a pas été atteint vis-à-vis de ces dites grosses sommes engagées par les partenaires internationaux à cause de la mauvaise gouvernance généralisée et renforcée par un ego surdimensionné de certains de nos leaders politiques qui ne voient que seulement leurs propres intérêts.
5. Excellence, craignant les conséquences néfastes qui pourraient surgir au Burundi suite à la non maîtrise du taux de démographie exponentiel (avec en moyenne 6 enfants par femme), du taux de chômage croissant, à l'exiguïté de la terre, au retrait des partenaires techniques et financiers dans l'octroi des aides au Burundi et au recul continu de la situation socio-économique du pays, nos organisations vous demandent de communiquer aux citoyens burundais une autre date limite pour que le dialogue inter burundais conduit par la sous-région soit clôturé aussi rapidement que possible. Nous demandons également Excellence que cette période ne dépasse pas un mois dans la perspective de

sauver la vie des citoyens burundais dont leur bien-être est en danger. Certains milliers d'entre eux survivent aujourd'hui dans des camps des réfugiés des pays de la sous-région et d'autres de l'intérieur du pays mangent difficilement une fois le jour ou une fois les deux jours faute des moyens financiers pour subvenir à leurs besoins fondamentaux d'autant plus que le revenu par habitant est passé de 315.2 USD en 2015 à 284 USD en 2016 selon les statistiques du Fonds Monétaire International (FMI). Et aujourd'hui, le Burundi est le pays qui connaît un Produit Intérieur Brut et un revenu par habitant les plus faibles dans le monde entier.

6. Excellence Monsieur le Co-facilitateur, nos organisations trouvent qu'il existe au sein de la classe politique burundaise, certains politiciens qui ne veulent pas que ce dialogue inter burundais externe s'achève de peur qu'ils ne perdent pas leurs intérêts personnels de s'enrichir au détriment de ceux de la population burundaise. A la fin de la récente session de briefing que vous avez conduit à Arusha, vous avez bel et bien demandé au Gouvernement du Burundi d'arrêter le processus déjà en marche pour amender la constitution. Cependant, le Gouvernement du Burundi n'a pas répondu favorablement à votre demande car les travaux de la commission d'élaboration du projet d'amendement de la constitution burundaise auraient continué et cette activité reste une première priorité du Gouvernement du Burundi. **D'où nous vous demandons de mener d'autres actions supplémentaires pour arrêter ce processus d'amender la Constitution burundaise.**

7. Enfin, Excellence Monsieur le Co-facilitateur, nos organisations respectives vous demandent de faire tout ce qui est possible pour ramener les contrevenants à la table de dialogue et au cas contraire, de prendre des mesures qui s'imposent à tout radical contrevenant dans le but de répondre